

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
6, place de la Pyrotechnie  
18021 Bourges Cedex

Bourges, le 04/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SMURFIT WESTROCK - Vallenay**

5 route des Forges  
18190 Bigny Vallenay

Références : -  
Code AIOT : 0010000042

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/02/2025 dans l'établissement SMURFIT WESTROCK - Vallenay implanté 5 route des Forges 18190 Vallenay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite a pour objectif de remettre à jour les données sur l'établissement pour lequel un porter à connaissance initialement déposé en 2010 puis mis à jours en 2014 et 2020 est en cours d'instruction par l'inspection des installations classées.

Dans ce contexte, l'inspection a ciblé plusieurs points d'inspection permettant de prendre connaissance du dossier et engager le dialogue avec l'exploitant:

- vérification de la situation administrative,
- contrôle du respect de prescriptions relatives aux modifications actées par lettre préfectorale en 2020,

- AN2024 risque inondation,
- AN2025 combustion,
- question sur l'efficacité énergétique

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SMURFIT WESTROCK - Vallenay
- 5 route des Forges 18190 Vallenay
- Code AIOT : 0010000042
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site réalise aujourd'hui des activités de cartonnerie et d'imprimerie ainsi que de stockage de papier et carton.

Il reste aujourd'hui autorisé par arrêté préfectoral du 13/02/2004 pour ses activités antérieures qui ont cessées en 2006, en l'occurrence notamment la production de papier pour la cartonnerie.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Combustion
- Risque incendie
- Sécurité/sûreté
- Stratégie de défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Risque inondation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Demande d'action corrective	2 mois
2	Situation administrative - classement de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 12/02/2004, article 1.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Modification de l'installation - porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 13/02/2004, article 2.1	Demande d'action corrective	2 mois
4	Chapiteau de stockage - conformité au dossier déposé (défense incendie)	Arrêté Préfectoral du 13/02/2004, article 2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Chapiteau de stockage - existence et caractéristiques du désenfumage	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.8.2	Demande d'action corrective	2 mois
7	Chapiteau de stockage - présence d'une détection incendie	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.9	Demande d'action corrective	2 mois
8	réalisation d'exercices de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.14	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Chapiteau de stockage - état des stocks	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.3.2	Sans objet
9	AN Combustion - registre MCP	Code de l'environnement du 12/02/2025, article R. 515-114 et R. 515-115 et R.515-116	Sans objet
10	AN Combustion - combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.4	Sans objet
11	AN Combustion - VLE chaudières	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.10-II	Sans objet
12	AN Combustion - système de traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.16	Sans objet
13	AN Combustion - mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.26	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
14	Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.36	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Risque inondation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, prévention des risques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Principes généraux de prévention des risques.</u></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation. Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Cf. annexe "risque inondation"</p> <p>Bien qu'ayant connaissance du risque d'inondation du site car l'installation est située au bord du Cher, l'exploitant ne disposait pas à sa connaissance d'un suivi, et de mesures spécifiques relatives à ce risque.</p> <p>En préparation de l'inspection, il a analysé le risque et a rédigé une fiche réflexe détaillant les actions à mettre en œuvre vis à vis de ce risque,... Ces éléments sont détaillés dans l'annexe jointe au présent rapport.</p> <p>Il précise en particulier que le bâtiment cartonnerie a été dès sa construction rehaussé de 1 m par rapport au niveau du sol côté berge, le mettant à l'abri d'une crue telle que définie dans le PPRI (une marge de 50cm existe). Les stockages de cartons sous chapiteau sont quant à eux situés plus en hauteur, sur la partie haute du site.</p> <p>En résumé l'exploitant a prévu de se tenir au courant des évolutions du niveau d'eau et à partir d'un seuil défini, de mettre en sécurité le site en évacuant les équipements situés sous les 50 cm définis dans le PPRI et non ancrés au sol.</p> <p>A la lecture du document et lors de la visite, l'inspection constate quelques points d'amélioration potentiels:</p>

- surveillance spécifique de la cuve de propane;
- surveillance spécifique des berges du canal d'aménage et du Cher en vue de prévenir les conséquences d'effets domino liés à leur déstabilisation en cours de crue;
- les contrôles à réaliser lors du redémarrage mériteraient d'être plus détaillés (renvoi le cas échéant aux consignes d'exploitation du site)

**Constat:** les dispositions vis à vis du risque inondation nécessitent d'être complétées.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 2 : Situation administrative - classement de l'établissement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/02/2004, article 1.2.2

**Thème(s) :** Situation administrative, Mise à jour du classement

**Prescription contrôlée :**

Rubriques	Désignation des activités	Capacités	Régime
329	Dépôts papiers usés ou souillés, la quantité emmagasinée étant supérieure à 50 tonnes	4 000 t	A
1530-1	Dépôts de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues La quantité stockée étant supérieure à 20 000 m <sup>3</sup>	34 500 m <sup>3</sup>	A

	000 m <sup>3</sup>		
2430-2	Préparation de la pâte à papier Autres pâtes y compris le désencrage des vieux papiers	moyenne= 170 t/jour, maximum= 220 t/jour	A
2440	Fabrication du papier, carton	445 t/jour	A
2445-1	Transformation du papier, carton La capacité de production étant supérieure à 20 t/j	225 t/jour	A
1180-1	Polychlorobiphényles Utilisation de composants, appareils et matériels imprégnés ou stockage de produits neufs contenant plus de 30 l de produit	1 475 l	D
1414-3	Installation de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des	–	D

	comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)		
2450-2-b	<p>Imprimerie ou atelier de reproduction graphique sur tout support tel que le métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc.... utilisant une forme imprimante</p> <p>Héliogravure, flexographie et opération connexes aux procédés d'impression quels qu'ils soient comme la fabrication de complexes par contrecollage ou vernissage si la quantité totale de produits consommés pour revêtir le support est supérieure à 50 kg/j mais inférieure ou égale à 200 kg/j</p>	175 kg/jour	D
2920-2-b	<p>Installation de compression d'air fonctionnant à des pressions effectives supérieures à <math>10^5</math> Pa</p> <p>Dans tous les autres cas supérieure à 50 kW mais inférieure ou égale à 500 kW</p>	335 kW	D

A : autorisation / D : déclaration

+

Lettre préfectorale du 01/12/2020 : mise en place d'un chapiteau de stockage de 3260 m2 (9480 m3) rubrique 1530

### Constats :

Globalement le classement de l'établissement tel que présenté dans cet article n'est plus d'actualité.

L'exploitant rappelle qu'il a déposé successivement 3 dossiers de porter à connaissance (PAC) (2010, 2014 et 2020) afin de régulariser sa situation.

Cette situation est connu de l'inspection avant la visite. L'objectif de ce point de contrôle est de faire le point sur les éventuelles modifications complémentaires ayant eu lieu depuis 2020 sur le site et la nécessité d'une mise à jour du dossier.

Plusieurs rubriques ne sont plus d'actualité suite à la cessation de l'activité papeterie en 2006 - ces éléments sont détaillés dans le porté à connaissance de 2020:

- rubrique 329 dépôt de papiers usés ou souillés
- rubrique 2430 préparation de pâte à papier
- rubrique 2440 fabrication du papier
- rubrique 1180 transformateur avec PCB

Concernant la rubrique 2450 (Imprimerie ou ateliers de reproduction graphique sur tout support), le PAC de 2020 donne un volume de produit consommé de 162 kg/j. En visite, l'exploitant précise qu'aujourd'hui la quantité est moindre. Le volume à retenir est à clarifier, bien que cela n'impactera probablement pas le classement.

Concernant la rubrique 1414 (distribution de gaz inflammables liquéfiés), il n'y a pas eu de changements de l'installation.

Concernant la rubrique 2445 (transformation du papier, carton, imprimerie), l'activité passe à enregistrement du fait du décret du 2/12/2021 modifiant la nomenclature ICPE. Le PAC de 2020 n'est pas à jour sur cette modification.

L'inspection note que la rubrique 2920 (installation de compression) a été supprimée, ce qui n'apparaît pas dans le dossier de 2020.

Il manque par ailleurs les rubriques:

- 1532 : stockage de palettes en bois. Activité présente dès l'origine du site.
- 2910 : chaudière

Concernant la rubrique 1530, le porter à connaissance de 2020 considère un volume total de 43 706 m3, valeur toujours d'actualité selon l'exploitant. L'inspection considère que l'analyse des volumes est à reprendre compte tenu des modifications récentes de la nomenclature pour la

rubrique 1510. En effet le total de 43 706 m3 englobe différents stockages (bobines de papier, carton brut, carton produit fini....) situés dans différentes zones de stockages de différents bâtiments. Il est donc nécessaire de clarifier quels sont les Installations Pourvues de toitures, Dédiées au stockage de combustibles (IPD), la nature des stockages pour les répartir notamment dans les rubriques 1530, 1532 et 1510.

A l'issue de la visite l'exploitant précise qu'il a déjà mené cette analyse et fournit le document associé datant de décembre 2021. Il conclut dans le fait que les IPD ne relèvent pas d'un classement 1510 mais de rubriques spécifiques 1530, 1532 et 2663. L'inspection note que le chapiteau mis en place en 2022 n'est pas intégré dans le document. Il n'en modifierait cependant pas les conclusions, si ce n'est l'ajout éventuel d'un IPD. Lors de l'inspection il est cependant noté la présence de matériaux combustibles dans l'ancienne papeterie en sus du stockage de bobines, ces volumes ne sont pas pris en compte dans l'analyse de 2021.

L'inspection constate également que le site réalise une activité de tri/transit-valorisation de palettes - rubrique 2714 (sous traitée à l'entreprise Suez). L'exploitant doit préciser la volumétrie de cette activité.

**Constat : l'arrêté préfectoral d'autorisation n'est pas à jour des activités de l'établissement. Si pour une partie l'exploitant a déjà déposé un dossier, des compléments sont attendus de sa part concernant les activités de tri/transit-valorisation de palettes en bois, d'imprimerie et de stockage de produits combustibles.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

L'inspection précise que la réponse à ce constat, pourra renvoyer à des compléments apportés au PAC en cours d'instruction.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 3 : Modification de l'installation - porter à connaissance**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/02/2004, article 2.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Modification de l'installation

**Prescription contrôlée :**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

**Constats :**

L'inspection constate lors de la visite que des machines sont en cours de remplacement en bout de chaîne de production.

L'exploitant précise que les zones 7 et 8 de l'établissement correspondant à la fin de chaîne de production font l'objet d'une rénovation dans le cadre d'un programme s'étalant sur les prochaines années.

**Constat: l'exploitant n'a pas porté à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation nécessaires, les modifications en cours des zones 7 et 8.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 4 : Chapiteau de stockage - conformité au dossier déposé (défense incendie)

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/02/2004, article 2.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, moyens de défense incendie

**Prescription contrôlée :**

"Les installations sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant."

Focus de l'inspection sur :

- présence d'une réserve d'eau de 600 m<sup>3</sup> (cf. lettre préfectorale du 01/12/2020)
- rétention des eaux d'extinction incendie disponible

**Constats :**

Lors de la visite, l'inspection constate la présence d'une réserve d'eau complémentaire de 600 m<sup>3</sup> pour le site située sur l'îlot entre le Cher et le canal d'amené de l'usine. Cette réserve est accessible depuis les locaux de stockage et de production par une passerelle.

L'inspection note cependant que le POI dont la dernière mise à jour date de 2021 ne prend pas encore en compte cette réserve d'eau.

Le volume total de rétention du site n'a pas été examiné lors de l'inspection. Il est rappelé par

l'exploitant que la rétention du site est réalisée notamment au travers des canalisations et des dallages des bâtiments.

L'inspection a pu observer, par sondage, la présence d'obturateurs ballon sur les canalisations évacuant les eaux vers le Cher (éléments conformes au porter à connaissance de 2020). Cependant il a également pu être observé que les revêtements des sols du site sont par endroits (chapiteau notamment) endommagés. Ce constat interroge sur la capacité de rétention réelle du site. Il est attendu que l'exploitant clarifie les modalités de rétention du site en particulier au niveau du chapiteau.

Par ailleurs l'inspection constate la présence d'une sortie de tuyauterie en aval de la citerne de liquide inflammable. L'exploitant n'en avait pas connaissance et ne peut pas préciser son origine.

**Constat : l'exploitant n'est pas en mesure de justifier les capacités et modalités de rétention des eaux d'extinction incendie du fait notamment de l'état du revêtement du sol et de la présence d'une tuyauterie en aval de la citerne de liquide inflammable.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 5 : Chapiteau de stockage - état des stocks

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.3.2

**Thème(s) :** Situation administrative, état des stocks

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages.

La présence de matières dangereuses ou combustibles dans les ateliers est limitée aux nécessités de l'exploitation.

**Constats :**

L'exploitant a fourni le plan des stockages sur l'ensemble de l'installation.

L'exploitant a par ailleurs fourni l'état des stock journalier des différents stockages, ils font apparaître le volume présent ainsi que le pourcentage de remplissage par rapport au volume maximum. Cet état des stocks met en évidence que depuis début 2025, le stockage reste inférieur au stockage maximum.

**Constat: Pas d'écart constaté.**

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Chapiteau de stockage - existence et caractéristiques du désenfumage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, désenfumage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs (DENFC).</p> <p>Un DENFC de superficie utile comprise entre 0,5 et 6 mètres carrés est prévu pour 250 mètres carrés de superficie projetée de toiture.</p> <p>Les DENFC ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle ou autocommande. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.</p> <p>Une commande manuelle est facilement accessible depuis chacune des issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.</p> <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas d'un bâtiment divisé en plusieurs cantons ou cellules.</p> <p>La commande manuelle des DENFC est au minimum installée en deux points opposés de chaque cellule. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès de chacune des cellules de stockage et installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008.</p> <p>Les DENFC, en référence à la norme NF EN 12 101-2, version octobre 2003, présentent les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture) ;</li> <li>- fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité) ;</li> <li>- classification de la surcharge neige à l'ouverture : SL 250 (25 daN/m<sup>2</sup>) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 mètres et SL 500 (50 daN/m<sup>2</sup>) pour des altitudes comprises entre 400 et 800 mètres. La classe SL 0 est utilisable si la région d'implantation n'est pas susceptible d'être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige. Au-dessus de 800 mètres, les exutoires sont de la classe SL 500 et installés avec des dispositions constructives empêchant l'accumulation de la neige ;</li> <li>- classe de température ambiante T(00) ; - classe d'exposition à la chaleur B 300.</li> </ul> <p>Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est</p>

asservi le système d'extinction automatique s'il existe.

En présence d'un système d'extinction automatique, les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.

Les dispositions du présent point ne sont pas applicables, pour les extensions d'installations existantes, aux îlots de stockage dont le volume est inférieur à 5 000 mètres cubes et qui sont situés à plus de 30 mètres d'un autre stockage.

**Constats :**

Le chapiteau ne dispose pas de système de désenfumage.

L'exploitant précise que rien n'a été installé dans la mesure où la toiture s'effacerait en cas d'incendie.

**Constat : le chapiteau ne dispose pas de système de désenfumage.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 7 : Chapiteau de stockage - présence d'une détection incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.9

**Thème(s) :** Risques accidentels, Détection incendie

**Prescription contrôlée :**

article 2 :

Les dispositions des annexes I et III sont applicables le lendemain de sa publication aux installations enregistrées postérieurement à la date de publication du présent arrêté au Journal officiel. Les prescriptions auxquelles les installations existantes sont déjà soumises demeurent applicables. [...]

Annexe I - art 2.2.9:

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules et locaux techniques et pour les bureaux à proximité des

<p>stockages.</p> <p>[...]</p> <p>Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique. Dans ce cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection précoce de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et réalise une étude technique permettant de le démontrer.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un nouveau SSI a été installé sur les bâtiments historiques du site en 2022 (stockages dans l'ancienne papeterie, cartonnerie et maintenance notamment). Lors de l'inspection, l'exploitant présente le report d'alarme dans les bureaux de production. La détection est associée au système de sprinklage.</p> <p>Les chapiteaux construits suite aux dossiers de porter à connaissances déposés en 2014 et 2020 ne disposent pas d'une détection automatique d'incendie.</p> <p><b>Constat : les chapiteaux ne disposent pas de détection automatique d'incendie.</b></p> <p><b>L'exploitant n'a pas présenté l'étude technique permettant de démontrer que le système d'extinction automatique qui équipe une partie des bâtiments permet une détection précoce de tout départ d'incendie et justifiant le bon dimensionnement des buses de sprinklage.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 8 : réalisation d'exercices de défense contre l'incendie**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.14</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Procédure</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout dépôt, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.</p> <p>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans.</p> <p>Pour les installations existantes, un tel exercice est réalisé a minima dans les trois ans qui suivent la publication du présent arrêté. Les exercices font l'objet de comptes rendus conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu <u>au point 2.1</u> de la présente annexe.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

<p>L'exploitant précise qu'il a rédigé un POI.</p> <p>Celui-ci est fourni à l'inspection. Il est daté de 2022.</p> <p>Aucun exercice POI n'a été réalisé à ce jour. Seuls des exercices d'évacuation sont réalisés.</p> <p>L'exploitant prévoit de réaliser un exercice POI en 2025. Il précise avoir recruté un alternant dont un des objectifs de formation est justement la mise en place de cet exercice.</p> <p>L'inspection demande à ce que la date de l'exercice lui soit communiqué.</p> <p><b>Constat: aucun exercice de défense contre l'incendie n'a été réalisé à ce jour sur le site depuis la mise en service du second chapiteau de stockage.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 9 : AN Combustion - registre MCP**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/02/2025, article R. 515-114 et R. 515-115 et R.515-116</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Recensement installations MCP</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>R. 515-114 :</p> <p>I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;</li> <li>- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;</li> <li>- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;</li> <li>- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;</li> <li>- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;</li> <li>- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée</li> </ul>

<p>(code NACE) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;</li> <li>- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »</li> </ul> <p>II. Ces informations sont communiquées :</p> <p>1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;</li> </ul> <p>[...]</p> <p>2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »</p> <p>R.515-115 :</p> <p>[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.</p> <p>R.515-116 :</p> <p>I. Les informations prévues à l'article R. 515-114 «, le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant était autorisé à exploiter une installation de combustion d'une puissance thermique de 10 MW. L'arrêt de la papeterie a amené à l'abandon de la cogénération et le maintien de la seule chaudière d'une puissance de 8,4 MW.</p> <p>En 2016 cette chaudière a été remplacée par un équipement de puissance 5,45 MW tout en restant sur une alimentation au gaz naturel.</p> <p>L'installation ne figure pas dans le registre MCP disponible au lien suivant : <a href="https://aida.ineris.fr/inspection-icpe/air/combustion/installations-combustion-inferieures-a-50-mw">https://aida.ineris.fr/inspection-icpe/air/combustion/installations-combustion-inferieures-a-50-mw</a>.</p> <p>Après la visite, l'exploitant a transmis un justificatif d'enregistrement de l'installation de combustion au registre MCP daté du 25/02/2025.</p> <p>L'écart constaté lors de la visite est levé.</p> <p><b>Constat : pas d'observation de l'inspection.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>N° 10 : AN Combustion - combustible</b></p>
<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contrôle du type combustible pour classement 2910-B1 ou</p>

2019-B2

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant énumère les types de combustibles utilisés et leurs quantités dans son installation et précise pour chacun leur nature.

[...]

**Constats :**

La chaudière exploitée sur le site est une chaudière au gaz naturel, classable au titre de la rubrique 2910-A.

L'exploitant a bien fourni la nature du combustible utilisé par la chaudière du site.

**Constat : pas d'observation de l'inspection.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : AN Combustion - VLE chaudières**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.10-II

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Enregist. apr 1/1/14+service avt 20/12/18 – Pt>5MW ->500h – A/C 1/1/25

**Prescription contrôlée :**

II. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion fonctionnant plus de 500 heures par an et :  
- existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW autorisées après le 1er janvier 2014 et mises en service avant le 20 décembre 2018, à compter du 1er janvier 2025 ;

Polluants : SO<sub>2</sub> (mg/Nm<sup>3</sup>) / NO<sub>X</sub> (mg/Nm<sup>3</sup>) / Poussières (mg/Nm<sup>3</sup>) / CO (mg/Nm<sup>3</sup>)

[...]Gaz naturel, Biométhane :

**P ≥ 5 : - / 100 / - / 100**

[...]

**Constats :**

L'exploitant a présenté les rapports d'essais réalisés par l'APAVE les :

- 20/09/2022
- 19/09/2023
- 07/10/2024

Ceux-ci donnent les mesures maximum suivantes :

	2022	2023	2024

NOx (mg/Nm3)	87.3	74.8	79
CO (mg/Nm3)	2.1	3.34	2.3

Les mesures de NOx et CO en sortie de chaudière sont en deçà des VLE applicables aux installations du site.

**Constat : pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées : Sans suite**

#### N° 12 : AN Combustion - système de traitement des fumées

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.16

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Système de traitement des fumées

##### **Prescription contrôlée :**

Système de traitement des fumées.

I. - Lorsqu'un dispositif secondaire de réduction des émissions est nécessaire pour respecter les valeurs limites d'émissions fixées au chapitre II du présent titre :

L'exploitant rédige une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement de ce dispositif.

Cette procédure indique notamment la nécessité :

- d'arrêter ou de réduire l'exploitation de l'installation associée à ce dispositif ou d'utiliser des combustibles peu polluants si le fonctionnement de celui-ci n'est pas rétabli dans les vingt-quatre heures en tenant compte des conséquences sur l'environnement de ces opérations, notamment d'un arrêt-démarrage ;
- d'informer l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas quarante-huit heures suivant la panne ou le dysfonctionnement du dispositif de réduction des émissions.

Si l'exploitant ne réalise pas une mesure en continu du polluant concerné par le dispositif secondaire de réduction des émissions, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant (par exemple : consommation de réactifs, pression dans les filtres à manches...).

##### **Constats :**

Le site ne dispose pas de systèmes de traitement des fumées.

Il ne sont pas nécessaires au regard des mesures extraites des derniers rapports de contrôle des rejets atmosphériques.

**Constat : pas d'écart constaté**

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : AN Combustion - mesure périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.26

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle réglementaire

Prescription contrôlée :

I. - Les mesures des émissions atmosphériques requises au titre du programme de surveillance imposé au présent chapitre sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) au moins :

- une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 MW et 20 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A,
- une fois tous les ans pour les autres installations de combustion.

[...]

Constats :

L'agence de l'APAVE située à Bourges est agréée par le ministère de l'écologie jusqu'à décembre 2025.

C'est cette entité qui a réalisé les mesures en 2022, 2023 et 2024 des rejets atmosphériques de la chaudière du site.

Constat : Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.36

Thème(s) : Actions nationales 2025, Efficacité énergétique

Prescription contrôlée :

Efficacité énergétique.

L'exploitant limite ses rejets de gaz à effet de serre et sa consommation d'énergie. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique (rendements, rejets spécifiques de CO2).

Pour les installations de puissance inférieure à 20 MW, l'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R. 224-21 du code de l'environnement fait réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique, conformément aux articles R. 224-20 à R. 224-41 du code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 2 octobre 2009 susvisé.

[...]

Constats :

L'exploitant présente à l'inspection un diagnostic énergétique qu'il a fait réaliser par la société e'nergys impulse.

Ce diagnostic a été réalisé en 2024 (rapport version n°2 daté du 26/08/2024).

Un précédent audit avait été réalisé en 2020 et a donné lieu à un plan d'action. Ce plan d'action à été partiellement suivi.

Le diagnostic de 2024 conclut sur les points suivants:

- entre 2020 et 2024, la production présente une légère croissance;
- sur l'année 2023, la consommation électrique souscrite est cohérente avec la consommation;
- la consommation d'eau du site est de l'ordre de 7000 m3/an. L'inspection note que cette valeur est très loin de la consommation inscrite dans l'arrêté préfectoral, qui devra être modifié.

Des pistes d'optimisation sont dégagées par l'étude:

- concernant la consommation électrique, celles ci sont minimales
- concernant la consommation de gaz, elles sont plus conséquentes notamment sur le chauffage et la production de colle.

Le document présente ensuite des pistes d'amélioration évaluant notamment le gain potentiel en terme d'énergies consommées et de GES évités.

Le rapport d'audit de 2024 fourni donne des éléments sur l'optimisation énergétique du site et perspectives futures sur ce sujet.

**Constat : pas d'observation de l'inspection.**

**Type de suites proposées : Sans suite**